

II. - LIBYE*

*JR*** (1) du 10/1/81 au (39), 31/12/81

ACCORDS ET CONVENTIONS (Cf. LISTE DES ACCORDS)

ADMINISTRATION

A. - ADMINISTRATION CENTRALE (Cf. Gouvernement)

B. - COLLECTIVITÉS LOCALES

- Décret n° 27 du 17/3/80 accordant délégation de certaines prérogatives au secrétaire des comités populaires à l'économie des municipalités (les coopératives de consommation passent dans les municipalités sous la tutelle des comités populaires à l'économie). *JR* (14), 7/4/81 : 414-416.

C. - FONCTION PUBLIQUE

- Décret n° 112 du 5/2/81 relatif à la prise en compte de l'extension de l'âge de la retraite à 65 ans (pour les fonctionnaires). *JR* (13), 31/10/81 : 383-384.

- Décret n° 652 du 19/5/81 fixant le traitement temporaire des secrétaires et des membres des bureaux populaires (ex-ambassades) et des associations d'amitié à l'étranger. *JR* (29), 19/7/81 : 879-882.

- Loi n° 15 de l'année 1981 du 14/10/81 relative au régime de rémunération des employés de nationalité libyenne. *JR* (38), 20/12/81 : 1218-1251.

- Décret n° 1341 du 5/11/81 fixant les règles de désignation des employés assujettis aux dispositions de la loi n° 15 de l'année 1981. *JR* (38), 20/12/81 : 1252-1258.

Soit les employés de toutes les unités administratives, établissements publics, sociétés, offices détenus en tout ou en partie par la société [mujtama] sauf existence d'un statut particulier (cf. *JR* (39), 31/12/81; décrets n° 1342 à 1348 et décrets 1399 et 1400, 1416, 1417 et 1472 : 1259-1310).

* Les traductions et commentaires sont de Taoufik MONASTIRI avec la collaboration de Jean-François RYCX et François BURGAT.

** Compte tenu du décalage fréquent entre la signature d'un texte et sa publication au journal officiel libyen, nous avons préféré - pour le cas de la Libye - recenser tous les textes publiés en 1981 quel que soit la date de leur signature.

AGRICULTURE

- Décret du 22/7/1980 portant création du bureau national des études agricoles. *JR* (37), 10/12/1981 : 1201-1205.
- Décret du 20/12/1980 portant révision du plan de développement agricole de la bande côtière (pages 226/227). *JR* (9), 5/3/1981 : 226-227.
- Décret n° 180 du 21/2/1981 portant mise sous tutelle du secrétariat à l'économie de certaines sociétés de commercialisation agricole. *JR* (34), 28/10/1981 : 1023-1024.

COMITÉ POPULAIRE GÉNÉRAL

- Décret du 14/7/1980 fixant les rémunérations des secrétaires et des membres des comités populaires dans les sociétés pétrolières (soit 600 DL par mois pour les secrétaires et 400 DL pour les membres). *JR* (1), 10/1/1981 : 22-23.
- Décret n° 4 du 12/1/1981 portant remaniement du comité populaire Général (C.P.G.). *JR* (3), 29/1/1981 : 99-100. Cf. Document.
- Loi n° 13 du 2/6/1981 relative aux comités populaires. *JR* (23), 19/7/1981 : 851-872. Texte de base venant combler le vide juridique relatif aux règles de composition et de fonctionnement des comités populaires.

CONGRÈS GÉNÉRAL DU PEUPLE (CGP)

- Texte de l'ensemble des résolutions et recommandations des congrès populaires de base lors de leur 3^e session ordinaire de l'année 1980 adopté par le congrès général du peuple dans sa sixième session (du 3 au 7/1/1981). *JR* (9), 5/3/1981 : 249-263. Cf. Document.
- Décret n° 3 du 12/1/1981 portant remaniement du secrétariat du congrès général du peuple (C.G.P.). *JR* (3), 29/1/1981 : 98. Cf. Document.

COMMERCE (Cf. FISCALITÉ)

- Décret du 25 Juillet 1981 confiant à la société nationale des supermarchés le monopole de l'importation de certains produits. *JR* (5), 11/2/1981 : 136-144.

DÉFENSE NATIONALE

- Loi n° 9 du 18/4/1981 amendant certaines dispositions de la loi n° 5 de l'année 1978 rectificative de la Loi n° 35 de l'année 1977 portant réorganisation des forces militaires. *JR* (22), 16/5/1981 : 648-649.

ÉCONOMIE ET FINANCES**A. - BANQUES**

- Loi n° 6 du 4/2/1981 portant création de la Société Arabe Libyenne d'Investissements Extérieurs. *JR* (13), 31/3/1981 : 375-380.

[D'un capital de 500 millions de D.L., la SALIE est créée en application des recommandations du CGP du 3 au 7/1/1981, elle a pour but de gérer et de poursuivre certains investissements libyens dans les établissements financiers étrangers à l'exception de quelques cas dont la liste est précisée par l'article 6 de la loi].

- Loi n° 2 du 27/1/1981 portant création de la Banque d'Épargne et d'Investissements Fonciers. *JR* (13), 31/3/1981 : 360-272.

[D'un capital de 100 millions de D.L., cette banque créée en application des recommandations du CGP du 3-7/1/1981 a pour but de soutenir la construction de logements en favorisant l'épargne et le crédit].

- Loi n° 8 du 24/3/1981 portant création de la Banque de Développement. *JR* (19), 30/4/1981 : 565-576.

[Créée en application des recommandations du CGP du 3 au 7/1/1981 la B.D., d'un capital de 100 millions de D.L., a pour but de financer les grands projets de développement industriel, agricole et touristique].

B. - BUDGET

- Décret n° 2 du 10/1/1981 portant approbation du budget de l'administration pour l'année 1981. *JR* (3), 29/1/1981 : 88-97.

C. - DOUANES

- Loi n° 10 du 2/5/1981 amendant certaines dispositions de la loi sur les douanes n° 68 de 1972. *JR* (24), 30/5/1981 : 704-705.

D. - FISCALITÉ

- Loi n° 5 du 4/2/1981 portant exonération d'impôt et de frais d'enregistrement en faveur de certaines personnes morales étrangères. *JR* (13), 13/3/1981 : 373-374.

E. - MONNAIE

- Décret n° 128 du 12/2/1981 portant retrait de certaines coupures de banque. *JR* (13), 31/3/1981 : 385-387.

ENSEIGNEMENT ET RECHERCHE

- Décret du 15/4/1980 portant réorganisation de l'Institut national d'administration. *JR* (30), 17/8/1981 : 797-904.

- Décret du 8/8/1980 portant création du centre de recherches sur la santé et la pharmacie. *JR* (32), 3/10/1981 : 974-978.

- Décret du 6/10/1980 portant création de l'université des sciences et techniques de BREGA. *JR* (2), 22/1/1981 : 52-53.

- Décret du 15/3/1981 portant création du Comité national pour la recherche scientifique. *JR* (34), 28/10/1981 : 1034-1042.

Ce comité est créé pour animer, coordonner et encourager la recherche scientifique et technologique dans tous les domaines. Il est placé sous la tutelle du secrétariat à l'Énergie Atomique.

GOVERNEMENT

Train de décrets pris en application du décret n° 2 du Secrétariat Général au CGP du 22/1/1979 portant réorganisation des Secrétariats. *JR* (3), 21/1/1980 : 105-108. [Voir AAN 1980, p. 838 et AAN 1979, p. 937-938].

- Décret du 22/3/1979 portant organisation du secrétariat à l'électricité. *JR* (15), 14/4/1981 : 417-421.

- Décret du 22/3/1979 portant réorganisation du secrétariat aux finances. *JR* (17), 23/4/1981 : 515-522.

- Décret du 22/3/1979 portant réorganisation du secrétariat au Plan. *JR* (17), 23/4/1981 : 508-514.

- Décret du 22/3/1979 portant réorganisation du secrétariat de l'habitat. *JR* (18), 27/4/1981 : 547-553.

- Décret du 27/3/1979 portant organisation du secrétariat à l'économie. *JR* (18), 27/4/1981 : 537-546.

- Décret du 27/3/1979 portant réorganisation du secrétariat à l'information. *JR* (25), 4/6/1981 : 732-740.

- Décret du 29/3/1979 portant organisation du secrétariat aux industries légères. *JR* (23), 23/5/1981 : 676-691.

- Décret du 29/3/1979 portant organisation du secrétariat aux communications et au transport maritime. *JR* (25), 4/6/1981 : 741-750.

- Décret du 29/3/1979 portant organisation du secrétariat aux assurances sociales. *JR* (27), 30/6/1981 : 787-796.

- Décret du 31/3/1979 portant réorganisation du secrétariat aux municipalités. *JR* (25), 4/6/1981 : 751-758.

- Décret du 2/4/1979 portant réorganisation du secrétariat à la fonction publique. *JR* (24), 30/5/1981 : 706-712.

- Décret du 3/4/1979 portant organisation du secrétariat au sport « jamahiryen ». *JR* (21), 9/5/1981 : 620-626.

- Décret du 5/4/1979 portant organisation du secrétariat à la santé. *JR* (20), 3/5/1981 : 593-599.

- Décret du 22/4/79 portant organisation du secrétariat à la réforme agraire et à l'aménagement des sols. *JR* (22), 16/5/1981 : 650-655.

- Décret du 23/4/1979 portant règlement intérieur du secrétariat à la fonction publique. *JR* (27), 30/6/1981 : 801-822.

- Décret du 25/4/1979 portant organisation du secrétariat aux industries lourdes. *JR* (26), 14/6/1981 : 759-767.
- Décret du 1/7/1979 portant répartition des compétences en matière de projets industriels entre le secrétariat aux industries lourdes et le secrétariat aux industries légères. *JR* 22/1/1981 : 37-39.
- Décret du 7/7/1979 portant réorganisation du secrétariat au pétrole. *JR* (20), 3/5/1981 : 600-603.
- Décret n° 89 du 20/8/1979 portant règlement intérieur du secrétariat au pétrole. *JR* (20), 3/5/1981 : 604-619.
- Décret du 26/12/1979 rectifiant le décret portant réorganisation du secrétariat aux finances. *JR* (18), 27/4/1981 : 561-564.
- Décret du 16/1/1981 modifiant certaines dispositions du décret portant réorganisation du secrétariat au logement. *JR* (19), 30/4/1981 : 581-584.

HYDROCARBURES

- Décret du 9/7/1979 fixant le plan d'activité de la NOC pendant la période à venir (soit de 1981 à 1985). *JR* (2), 22/1/1981 : 40-43.
- Décret du 4/12/1979 portant création de la société nationale de pétrochimie. *JR* (7), 23/2/1981 : 207-212.
- Décret du 6/5/1980 relatif aux prérogatives du service de l'immigration des employés et travailleurs du secteur pétrolier. *JR* (1), 10/1/1981 : 3-5.
- Décret du 24/7/1980 approuvant la création de la société nationale des services pétroliers. *JR* (36), 28/11/1981 : 1161-1164.

ISLAM

- Décret du 15/6/1980 portant promulgation des statuts de l'Association pour l'Appel à l'Islam (*Jam'iyat ad-da'wa al-islâmiya*). *JR* (1), 10/1/1981 : 12-18.

Ce décret abroge le texte des statuts de l'Association accompagnant la loi n° 58 pour l'année 1972. Au nombre des modifications apportées par le nouveau texte la suppression du terme « pacifiques » qualifiant les moyens que peut utiliser l'association pour la propagation de l'Islam. Cf. article 2, 1^{er} alinéa).

JUSTICE

- Décret n° 5 du 12 janvier 1981 portant nomination du président de la Haute Cour (M. Mohamed Ali Al Jaddi). *JR* (3), 29/1/1981 : 101.
- Loi n° 4 du 27 janvier 1981 portant création d'un service populaire des avocats. *JR* (11), 15/3/1981 : 304-313.

(En application des recommandations du CGP du 3 au 7 janvier 1981, il est créé, au sein du Secrétariat à la Justice, un service populaire des avocats « *idârat al-muhâmat ach-chachiya* ». Ce service se chargera de la représentation et de la défense des citoyens libyens (personnes physiques) auprès des tribunaux et cela sans contrepartie. Les sociétés, établissements et offices libyens et non libyens doivent avoir recours au même service mais avec contre-partie. Le service populaire des avocats ouvrira des annexes auprès des Cours d'Appel et des bureaux auprès des tribunaux de première instance).

- Décret n° 19 du secrétaire du comité populaire à la justice du gouvernement de MEZDA portant création d'un tribunal à Tabqa. *JR* (15), 14/4/1981 : 443.

- Décret n° 187 du 14/3/1981 attribuant au service contentieux de l'Etat le soin de défendre les intérêts de la Banque el Wihda. *JR* (24), 30/5/1981 : 730.

(Pour pallier la suppression des avocats d'affaires).

- Décret du 16/5/1981 portant règlement d'application de la loi n° 4 de 1981 relative à la constitution du service populaire des avocats. *JR* (24), 30/5/1981 : 713-728.

LOGEMENT ET HABITAT

- Décret du 31/12/1980 réglementant la procédure d'acquisition et de gestion des logements. *JR* (9), 5/3/1981 : 268-273.

- Décret du 15/9/1981 portant affectation d'un crédit pour la satisfaction des demandes de prêts fonciers émanant des citoyens logés de façon précaire (soit trente deux millions quatre cent quatre vingt seize mille DL pour couvrir 2 708 demandes). *JR* (2), 22/1/1981 : 51.

MOUVEMENTS DE LIBÉRATION NATIONALE

- Loi n° 11 du 23/5/1981 sur le soutien aux mouvements de libération dans le monde. *JR* (28), 8/7/1981 : 723-734.

Conformément à la proclamation du Pouvoir du Peuple et en application des recommandations du CGP du 3-7/1/1981, le peuple de la Jamahiriya s'engage à apporter son soutien moral et matériel aux causes de la liberté dans le monde pour garantir l'indépendance et la dignité aux individus et aux groupes et pour mettre fin à l'exploitation, à l'injustice, et à la domination sous toutes les formes. Le peuple de la Jamahiriya condamne toutes les formes de terrorisme et il s'engage à ne soutenir que les causes justes et humanitaires ». Cette loi fait de la Jamahiriya un pays d'asile pour toute personne qui lui demande assistance. Il lui permet aussi de défendre sa cause sans discrimination de race, de couleur et de confession.

ORDRE PUBLIC ET SÉCURITÉ

- Loi n° 7 du 16/2/1981 réglementant la détention des armes, munitions et explosifs. *JR* (13), 31/3/1981 : 381-382.

PLANIFICATION

- Loi n° 1 du 10/1/1981 portant approbation du Plan quinquennal de développement économique et social pour les années 1981 à 1985. *JR* (3), 29/1/1981 : 81-84.

- Loi n° 1 du 10/1/1981 portant affectation de crédits au Plan (*mizāniyya attahaawul*) pour l'année 1981. *JR* (3), 29/1/1981 : 85-87.

TRANSPORTS

- Décret du 29/3/1981 portant ouverture de l'aéroport de KOUFRA au trafic international. *JR* (15), 14/4/1981 : 436.

- Décret n° 11 du 5/1/1981 portant réglementation particulière à l'entrée des navires dans les ports libyens. *JR* (5), 11/2/1981 : 162-163.

TRAVAIL ET AFFAIRES SOCIALES**A. - ASSISTANCE SOCIALE**

- Décret du 27/7/1980 portant certaines dispositions concernant l'utilisation des transports publics par les handicapés physiques. *JR* (1), 10/1/1981 : 24-25.

- Loi n° 3 de l'année 1981 du 27/1/1981 relative au statut des handicapés physiques et mentaux. *JR* (16), 19/4/1981 : 444-455.

Conformément aux recommandations du CGP du 3 au 7/1/1981 (*cf. doc.*), les handicapés physiques et mentaux obtiennent par cette loi un véritable statut qui leur permet de bénéficier d'avantages particuliers dus à leur condition : logement, travail domestique, prothèses, enseignement, rééducation, réinsertion, exonération fiscale (pour certains), facilités pour l'utilisation des transports publics, franchise douanière pour l'importation du matériel de soin dont ils ont besoin, facilités pour l'accès aux lieux publics.

B. - FORMATION PROFESSIONNELLE

- Décret n° 36 du 14/1/1980 portant réglementation de la formation professionnelle et de la formation permanente. *JR* (5), 11/2/1981 : 145-161.

C. - SÉCURITÉ SOCIALE

- Décret du 24/10/1980 portant réglementation du régime des cotisations à la sécurité sociale en application de la Loi n° 13 de l'année 1980 sur la sécurité sociale. *JR* (16), 19/4/1981 : 456-457.

(Le décret est suivi d'un texte organique « *Lá ñha* », réglementant le régime d'immatriculation, de cotisation et de contrôle de la sécurité sociale pp. 458-507).

- Décret n° 669 du 23/5/1981 portant régime des retraites de la sécurité sociale. *JR* (35), 18/11/1981 : 1043-1153.